

Gelet op advies 54.561/2 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de Franse tekst van het artikel 1, 3., van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepsbekwaamheden voor de beoefenaars van de verpleegkunde, worden de woorden "santé publique" vervangen door de woorden "santé communautaire".

**Art. 2.** In artikel 1, 9., van hetzelfde besluit, worden de woorden "als operatie-assistent en als instrumentist" vervangen door de woorden "in de peri-operatieve zorg, anesthesie, operatie assistentie en instrumentatie (afgekort "peri-operatieve zorg")".

**Art. 3.** De minister bevoegd voor volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2014.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

Vu l'avis 54.561/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le texte français de l'article 1<sup>er</sup>, 3., de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier, les mots « santé publique » sont remplacés par les mots « santé communautaire ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 9., du même arrêté, les mots « assistance opératoire et instrumentation » sont remplacés par les mots « soins péri-opératoires, anesthésie, assistance opératoire et instrumentation (en abrégé « soins péri-opératoires ») ».

**Art. 3.** Le ministre qui a la santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 février 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Ministre de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29196]

**13 FEVRIER 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 4 décembre 2012 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la recherche fondamentale stratégique dans le cadre de politiques croisées (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 4 décembre 2012 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la recherche fondamentale stratégique dans le cadre de politiques croisées.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 598-1. — Rapport, n° 598-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 12 février 2014.

**ACCORD DE COOPERATION**

**4 DECEMBRE 2012. — Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la recherche fondamentale stratégique dans le cadre de politiques croisées**

La Communauté française, représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

et

La Région wallonne, représentée par M. Rudy Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Vu les articles 127, 128 et 134 de ta Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Considérant que la nécessaire solidarité entre la Région wallonne et la Communauté française doit se manifester, notamment, dans les domaines de la recherche scientifique fondamentale stratégique;

Considérant que le développement de la recherche fondamentale stratégique est essentiel au développement durable de la société et de l'économie wallonne;

Considérant qu'à ce titre, le Gouvernement wallon a décidé, en collaboration avec la Communauté française, d'affecter au soutien du développement d'une recherche fondamentale stratégique menée à l'échelle de cette dernière un montant annuel de 11 millions € indexé;

Considérant qu'un tel accord contribue à l'intensification des rapports entre la Communauté française et la Région wallonne et profite à la population et aux institutions des deux entités;

Soucieux de régler harmonieusement leurs rapports dans le respect de la loyauté fédérale,

Ont convenu ce qui suit :

*Recherche scientifique - Axes stratégique WELBIO dans FRFS*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne consacre chaque année, à partir de 2013, un montant minimum de 6 millions € à la recherche scientifique fondamentale stratégique dans les domaines des sciences de la vie.

Chaque année, le montant prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de janvier 2013}}$$

§ 2. Ce montant est affecté au Fonds destiné à la gestion du financement de la recherche fondamentale stratégique (FRFS) et, plus particulièrement, à l'axe stratégique WELBIO défini au sein de celui-ci en vue de financer des chercheurs et de la recherche dans les domaines des sciences de la vie.

*Recherche scientifique - Axe stratégique WISD dans FRFS*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne consacre chaque année, à partir de 2013, un montant minimum de 5 millions € à la recherche scientifique fondamentale stratégique dans les domaines du développement durable.

Chaque année, le montant prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

$$\frac{\text{Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de janvier 2013}}$$

§ 2. Ce montant est affecté au Fonds destiné à la gestion du financement de la recherche fondamentale stratégique (FRFS) et, plus particulièrement, à l'axe stratégique WISD défini au sein de celui-ci en vue de financer des chercheurs et de la recherche dans le domaine du développement durable.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La Région wallonne désigne, dans le cadre de ce financement, un représentant au conseil d'administration du Fonds de la recherche fondamentale stratégique.

§ 2. Un commissaire du Gouvernement wallon sera également désigné par le Ministre du Gouvernement wallon qui a la recherche scientifique dans ses attributions pour le contrôle du respect des conditions de subventionnement.

**Art. 4.** Le présent accord de coopération est conclu en deux versions originales.

**Art. 5.** Le présent accord de coopération entre en vigueur après le vote du décret d'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 décembre 2012.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29196]

**13 FEBRUARI 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 december 2012 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van het strategische fundamentele onderzoek in het kader van gekruiste beleidskeuzen (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 4 december 2012 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van het strategische fundamentele onderzoek in het kader van gekruiste beleidskeuzen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 februari 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

---

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 598-1. — Verslag, nr. 598-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2014.

---

SAMENWERKINGSAKKOORD

**4 DECEMBER 2012. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest over de financiering van het strategische fundamentele onderzoek in het kader van gekruiste beleidskeuzen**

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Rudy Demotte, Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,

En

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Rudy Demotte, Minister-President van de Waalse Regering, Gelet op de artikelen 127, 128 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Overwegende dat de nodige solidariteit tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap zich moet uiten o.m. op de gebieden van het strategische fundamentele wetenschappelijke onderzoek;

Overwegende dat de ontwikkeling van het strategisch fundamentele onderzoek essentieel is voor de duurzame ontwikkeling van de maatschappij en de Waalse economie;

Overwegende dat de Waalse Regering in dat opzicht heeft beslist, in samenwerking met de Franse Gemeenschap, een jaarlijks bedrag van 11 miljoen euro geïndexeerd toe te rekenen op de steun van de ontwikkeling van een strategisch fundamenteel onderzoek dat op niveau van de Franse Gemeenschap uitgevoerd wordt;

Overwegende dat een dergelijk akkoord tot het intensifiëren van de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest bijdraagt en de bevolking en de instellingen van beide instanties ten goede komt;

Met de bedoeling hun betrekkingen eendrachtig te regelen met inachtneming van de federale loyaliteit,

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

*Wetenschappelijk onderzoek - Strategische as WELBIO in FRFS*

**Artikel 1.** § 1. Elk jaar vanaf 2013 besteedt het Waalse Gewest een minimumbedrag van 6 miljoen euro aan het strategische fundamentele wetenschappelijke onderzoek op de gebieden van de levenswetenschappen.

Elk jaar wordt het bedrag bepaald in het vorige lid aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule :

Gezondheidsindexcijfer van januari van het betrokken begrotingsjaar  
Gezondheidsindexcijfer van januari 2013

§ 2. Dit bedrag wordt toegekend aan het Fonds voor het beheer van de financiering van het strategische fundamentele onderzoek (FRFS) en meer bepaald aan de strategische as WELBIO die bepaald wordt binnen het FRFS om onderzoekers en het onderzoek op de gebieden van de levenswetenschappen te financieren.

*Wetenschappelijk onderzoek - Strategische as WISD in FRFS*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Elk jaar vanaf 2013 besteedt het Waalse Gewest een minimumbedrag van 5 miljoen euro aan het strategische fundamentele wetenschappelijke onderzoek op de gebieden van de duurzame ontwikkeling.

Elk jaar wordt het bedrag bepaald in het vorige lid aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule :

$$\frac{\text{Gezondheidsindexcijfer van januari van het betrokken begrotingsjaar}}{\text{Gezondheidsindexcijfer van januari 2013}}$$

§ 2. Dit bedrag wordt toegekend aan het Fonds voor het beheer van de financiering van het strategisch fundamentele onderzoek (FRFS) en meer bepaald aan de strategische as WISD die bepaald wordt binnen het FRFS om onderzoekers en het onderzoek op het gebied van de duurzame ontwikkeling te financieren.

**Art. 3.** § 1. Het Waalse Gewest wijst, in het kader van deze financiering, een vertegenwoordiger in de raad van bestuur van het Fonds de la recherche fondamentale stratégique (Fonds voor het strategische fundamentele onderzoek) aan.

§ 2. Een commissaris van de Waalse Regering zal ook aangewezen worden door de Minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor het wetenschappelijke onderzoek om de naleving van de subsidiëeringsvoorwaarden te controleren.

**Art. 4.** Dit samenwerkingsakkoord wordt in twee originele versies gesloten.

**Art. 5.** Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking na de aanneming van het instemmingsdecreet van het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, de dag waarop het laatste van beide instemmings-decreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 december 2012.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29197]

**13 FEVRIER 2014.** — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclue le 12 décembre 2013 entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale, relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale (CWBCI) (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Assentiment est donné à l'accord de coopération conclue le 12 décembre 2013 entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale, relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

---

Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 591-1. — Rapport, n° 591-2.

*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 12 février 2014.